

Exposé

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK 

Embargo jusqu'au
3 novembre 2015
18 heures

Politique monétaire de la BNS et place financière suisse Rencontres économiques de Genève, première édition

Fondation Genève Place Financière
Institut National Genevois
Association des Stratégistes d'Investissement de Genève

Thomas J. Jordan*

Président de la Direction générale de la Banque nationale suisse
Banque nationale suisse
Genève, le 3 novembre 2015
© Banque nationale suisse, Zurich, 2015

* L'orateur remercie Samuel Reynard et Rina Rosenblatt pour leur précieuse contribution à la rédaction du présent exposé, ainsi que Katrin Assenmacher, Petra Gerlach et Rita Kobel pour leurs judicieux commentaires.

Introduction

C'est pour moi un grand plaisir d'être ici avec vous à Genève, une ville qui constitue un pilier du secteur financier suisse. C'est aussi un grand honneur de prendre la parole à l'occasion de la première édition des Rencontres économiques de Genève. La place financière de la cité de Calvin est non seulement importante au niveau national, mais aussi sur le plan international. Elle est par ailleurs déjà plusieurs fois centenaire. Au début du 18^e siècle, la République de Genève compte malgré sa petite taille parmi les six principaux centres financiers internationaux, aux côtés de Londres, Paris, Amsterdam, Francfort et Bruxelles. Elle doit son ascension à son cosmopolitisme. Elle a par exemple pratiqué une politique de neutralité et accueilli les Huguenots qui étaient persécutés en France. Durant le siècle des Lumières, les banquiers genevois établissent des liens étroits avec l'élite des banques parisiennes et avec la Cour française. C'est ainsi qu'ils deviennent l'une des principales sources de financement de la France. Jacques Necker, né à Genève, est nommé ministre des finances sous Louis XVI. Après la Révolution française, la ville commence à devenir un important centre de gestion de fortune¹. En 1857, la première Bourse de Suisse est fondée à Genève, avant celles de Zurich et de Bâle. Peu après, elle devient la cinquième plus grande bourse d'Europe. Aujourd'hui, Genève compte toujours parmi les principaux centres financiers à l'échelle mondiale, en particulier en matière de gestion de fortune privée².

Le secteur financier genevois est un moteur de l'économie régionale. En 2014, quelque 120 banques étaient basées à Genève. Le secteur financier génère une part considérable de la valeur ajoutée cantonale et constitue un employeur de premier plan³.

Un secteur financier fort, tel que celui de Genève, fournit une contribution substantielle à la croissance économique. C'est pourquoi il constitue une base essentielle tant pour l'économie régionale que pour l'ensemble de l'économie suisse. La Banque nationale suisse (BNS) accorde elle aussi une très grande importance à la solidité du secteur financier. Elle interagit étroitement avec lui, et en particulier avec le secteur bancaire.

Aujourd'hui, j'aimerais tout d'abord revenir sur cette interaction entre la BNS et le secteur financier. Puis je montrerai combien l'indépendance de la politique monétaire est importante pour assurer la stabilité à long terme. Toutefois, la stabilité à long terme peut générer des coûts à court terme. Ensuite, je commenterai notre politique monétaire actuelle et notre réaction face aux développements sur le plan international. Je terminerai en replaçant les défis que nous devons relever dans une perspective à long terme.

¹ Youssef Cassis, «Les Capitales du Capital. Histoire des places financières internationales 1780-2005», Genève, Editions Slatkine, Pictet & Cie, 2005, pp 47-48.

² Voir www.ville-geneve.ch/histoire-chiffres/place-financiere/ et www.geneve-finance.ch/fr-ch/la-place-financiere/la-fondation.

³ Voir www.geneve-finance.ch/fr-ch/la-place-financiere/statistiques.

Interaction étroite entre la BNS et le secteur financier suisse

En tant que banque centrale indépendante, la BNS a pour mandat d'assurer la stabilité des prix en tenant compte de l'évolution de la conjoncture en Suisse. Elle a également pour tâche de contribuer à la stabilité du système financier.

Les banques, et le secteur financier en général, contribuent à la prospérité de notre pays. En effet, l'intermédiation financière, la gestion de fortune et les divers services proposés par le secteur financier sont d'une importance vitale pour un environnement économique efficace. De plus, ces activités créent directement et indirectement des emplois et de la valeur ajoutée. Elles sont donc sources de prospérité économique.

Au premier abord, les activités et les objectifs de la BNS et ceux du secteur financier ne paraissent guère liés. Mais en réalité, ils le sont étroitement. La récente crise financière et de la dette européenne l'ont bien mis en évidence. La BNS et le secteur financier ont besoin l'un de l'autre. Je me propose de le montrer ici (voir graphique 1).

Les banques ont besoin de la BNS en tant que banque des banques. Cela vaut pour leurs différentes activités. Premièrement, les banques utilisent la monnaie émise par la BNS sous forme de numéraire dans leurs opérations quotidiennes. La crédibilité que la BNS a acquise au fil des décennies garantit la stabilité monétaire. Et une monnaie stable constitue un numéraire parfait pour les activités bancaires. Deuxièmement, la monnaie émise par la BNS est le moyen de paiement ayant cours légal en Suisse. Il s'agit là des billets de banque et des avoirs que les banques détiennent en comptes de virement à la BNS. La monnaie émise par la BNS représente le point d'ancrage du système monétaire suisse. Si leurs clients le désirent, les banques échangent l'argent déposé par la clientèle contre des billets de banque émis par la BNS. Troisièmement, les banques utilisent l'infrastructure de la BNS, le Swiss Interbank Clearing, pour effectuer leurs paiements. Enfin, quatrièmement, la BNS fournit des liquidités aux banques, qui les détiennent sous forme d'avoirs en comptes de virement ou de billets de banque. Elle garantit de la sorte le bon fonctionnement du système de paiement et satisfait la demande de billets. En accomplissant son mandat, la BNS fournit des services de base nécessaires à l'exécution des opérations des banques et de l'ensemble du secteur financier.

A l'inverse, la BNS a besoin du secteur financier pour accomplir son mandat. A travers ses décisions en matière de crédit, le secteur financier transmet à l'économie suisse les mesures de politique monétaire prises par la BNS. Les banques adaptent en effet les coûts des emprunts accordés aux ménages et aux entreprises. Elles tiennent compte à cet effet des conditions du marché monétaire, qui sont quant à elles déterminées par la BNS. Les banques contribuent donc, par leur activité de base, à la transmission de la politique monétaire.

Plus généralement, le secteur financier transmet les changements de la politique en matière de taux d'intérêt à court terme à d'autres actifs assortis d'échéances différentes. Cette transmission modifie dans l'ensemble les rendements des actifs en francs, ce qui influence l'attrait relatif de ces placements. Le cours du franc en subit lui aussi les répercussions. Or les

cours de change et les taux d'intérêt déterminent les conditions monétaires en Suisse. Ils peuvent ainsi avoir un effet sur la production et l'inflation.

Les taux d'intérêt à court terme constituent certes le principal instrument de la politique monétaire. Mais depuis quelques années, la BNS utilise les interventions sur le marché des changes comme instrument supplémentaire. Comme vous le savez, le franc suisse sert de monnaie refuge. C'est pourquoi la BNS est intervenue sur le marché des changes. Nous sommes disposés à procéder au besoin à de telles interventions. Cela fait partie de notre politique monétaire actuelle. Ici aussi, les banques ont joué un rôle central dans la transmission de la politique monétaire. Elles ont fait office d'intermédiaires pour les interventions de la BNS sur le marché des changes⁴.

Alors que la demande internationale était affaiblie et que la force du franc pesait sur le produit intérieur brut (PIB), la disponibilité du crédit a été cruciale pour l'économie helvétique. Le bas niveau des taux d'intérêt et l'abondance des liquidités fournies par la BNS ont facilité les activités d'intermédiation des banques. En bref, la politique de la BNS a soutenu les banques dans l'approvisionnement de l'économie réelle en crédits. Le secteur bancaire, qui est généralement pro-cyclique, a bénéficié à son tour de l'amélioration des conditions économiques.

La BNS a besoin d'un système bancaire stable pour accomplir son mandat. La stabilité financière est capitale, pour la BNS comme pour l'économie dans son ensemble. Sans elle, la Suisse perdrait son attrait en tant que place financière et comme leader en matière de gestion de fortune. En outre, seul un secteur bancaire stable et sain permet une transmission efficace de la politique monétaire de la BNS aux conditions monétaires du pays. En définitive, notre économie ne pourrait prospérer si l'intermédiation financière était affaiblie.

C'est pourquoi la BNS a non seulement pour tâche de conduire la politique monétaire, mais aussi de contribuer à la stabilité du système financier. Le système financier ne doit pas lui-même devenir une source de risques démesurés pour le reste de l'économie. Des faillites résultant d'une prise exagérée de risques peuvent affecter le système financier dans son ensemble et s'avérer extrêmement coûteuses pour l'économie. Des exigences rigoureuses en matière de fonds propres et de liquidités ainsi que l'autoréglementation du secteur bancaire sont essentiels en vue d'accroître la stabilité financière.

De plus, il est aujourd'hui largement reconnu que nous devons disposer d'instruments macroprudentiels pour contrer le risque systémique. Pour cette raison, nous analysons en permanence les sources de risques touchant le système financier, et nous identifions les domaines où il est nécessaire d'intervenir⁵. En outre, nous contribuons à définir et à mettre en

⁴ Pour de plus amples informations, voir Altermatt, Lukas et Romain Baeriswyl (2015), «Effets de l'expansion de la monnaie centrale sur le bilan des banques en Suisse», dans *Bulletin trimestriel* 1/2015, Banque nationale suisse ainsi que Auer, Raphael (2015) «Valeur refuge: la demande internationale de francs suisses durant la crise de la zone euro», dans *Bulletin trimestriel* 2/2015, Banque nationale suisse.

⁵ Voir le *Rapport sur la stabilité financière*, dans lequel la BNS présente chaque année son évaluation de la stabilité du système bancaire suisse: www.snb.ch/fr/i/about/pub/oecpub/id/pub_oecpub_stabrep.

place un cadre réglementaire pour le secteur financier. Enfin, nous supervisons les infrastructures des marchés financiers reconnues d'importance systémique.

Notre but est d'augmenter la résilience du secteur financier en atténuant les risques systémiques. A cette fin, nous collaborons étroitement avec l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), le Département fédéral des finances (DFF) et diverses instances internationales de normalisation. L'amélioration des dispositions *too big to fail* que le Conseil fédéral a approuvée le 21 octobre est un exemple d'une telle coopération. Les nouvelles exigences de fonds propres renforceront considérablement la résilience du système bancaire suisse. L'Etat ne doit pas avoir à sauver une banque d'importance systémique en période de crise.

La politique monétaire et les mesures macroprudentielles sont étroitement liées. Parfois, la politique monétaire requiert un taux directeur bas pour assurer la stabilité des prix et soutenir l'activité économique. C'est notamment le cas lorsque le franc est surévalué. Mais le faible niveau des taux d'intérêt peut entraîner des déséquilibres sur les marchés hypothécaire et immobilier. En vue d'améliorer la résilience des banques face à de tels déséquilibres, des mesures macroprudentielles s'avèrent nécessaires. Le volant anticyclique de fonds propres, pour lequel la BNS peut proposer des modifications, est une telle mesure.

La stabilité: un avantage à long terme pouvant générer des coûts à court terme

Mesdames et Messieurs, la stabilité des prix et la stabilité financière constituent effectivement des atouts importants à long terme. Cela vaut à la fois pour le secteur financier et pour l'ensemble de l'économie. En tant que banque centrale indépendante qui émet sa propre monnaie, la BNS est parvenue à assurer la stabilité à long terme. L'inflation a été nettement plus basse et plus stable en Suisse que dans la plupart des autres pays (voir graphique 2). Notre longue histoire en matière de stabilité des prix, la fiabilité de l'environnement politique et juridique ainsi que l'efficacité des institutions ont conduit à un «bonus» d'intérêt en Suisse. La courbe des rendements montre que ce bonus est plus important sur le long terme que sur le court terme. Les rendements des obligations d'Etat à dix ans ont en général été plus faibles en Suisse que dans l'Union européenne ou aux Etats-Unis.

L'attrait de la Suisse repose aussi sur le fait qu'elle dispose de sa propre monnaie. Nous pouvons ainsi conduire notre propre politique monétaire et adapter les conditions monétaires à l'économie suisse. Nous sommes ainsi à même d'assurer la stabilité à long terme. Et cela représente à son tour un avantage pour toute l'économie, et pour le secteur financier en particulier.

En raison de la stabilité de la Suisse, les investisseurs suisses et étrangers estiment qu'il est avantageux d'y investir ou d'y faire gérer leur fortune. Bien sûr, les services de grande qualité proposés par les banques contribuent également à l'attrait de la Suisse aux yeux des investisseurs. La stabilité des prix constitue elle aussi un avantage: elle réduit l'incertitude des

placements en rendant l'avenir plus prévisible. Les clients des banques suisses n'investissent pas exclusivement dans des actifs suisses ou libellés en francs. Mais la stabilité des conditions politiques, économiques et monétaires est l'une des raisons pour lesquelles ils souhaitent que leur fortune soit gérée dans notre pays.

Cette stabilité a favorisé le développement d'un secteur financier robuste et attrayant au niveau international. Les banques suisses sont en effet à la pointe dans le domaine de la gestion d'actifs transfrontières et de la gestion de fortune. Fin 2014, environ la moitié des actifs gérés auprès des banques en Suisse appartenaient à la clientèle étrangère⁶. Le franc joue un rôle crucial dans le système financier international: en termes de volume des opérations de change, il arrivait en 2013 en sixième position des devises les plus importantes au monde⁷.

Le secteur bancaire est aussi une composante essentielle de l'économie suisse. Il génère actuellement environ 6% du PIB (voir graphique 3). Il constitue un employeur de premier plan, qui comptait près de 120 000 salariés⁸ en 2014. L'importance de ce secteur, mesurée par le ratio entre le total des actifs et le PIB, est grande en comparaison internationale⁹.

La stabilité macroéconomique est donc un avantage à long terme pour la Suisse. Le bas niveau des taux d'intérêt rend l'emprunt moins cher pour les entreprises et les ménages. Il entraîne ainsi une augmentation des investissements et soutient l'économie réelle. La stabilité macroéconomique n'est pas uniquement une condition nécessaire à une croissance économique durable. Elle a aussi favorisé la stabilité et la solidité du secteur financier. C'est la stabilité à long terme, conjuguée à un travail de grande qualité, qui a permis l'émergence du label suisse. Le secteur financier helvétique a non seulement bénéficié de cette image de marque, mais a aussi contribué à son essor dans le monde entier.

Toutefois, la stabilité à long terme peut parfois engendrer des coûts à court terme. Une petite économie ouverte comme la Suisse peut, à court terme, être exposée à la volatilité des cours de change en raison du statut de valeur refuge de sa monnaie. Les coûts de cette volatilité sont par moments considérables. Dans le passé, les fortes fluctuations du franc ont eu de grandes répercussions sur l'économie suisse. Au début des années 1990, durant la crise du Système monétaire européen, le franc s'est par exemple sensiblement apprécié par rapport aux devises européennes. L'économie entière a dû s'adapter à une monnaie forte.

Plus récemment, la Suisse a été lourdement affectée par les turbulences internationales survenues depuis le début de la crise financière. L'économie suisse et les perspectives d'inflation ont subi de fortes pressions à la baisse en raison de l'extrême appréciation du

⁶ Association suisse des banquiers, *Banking Barometer*, septembre 2015.

⁷ Banque des règlements internationaux, enquête triennale 2013.

⁸ Exprimé en équivalents plein temps.

⁹ Voir *Groupe d'experts chargé du développement de la stratégie en matière de marchés financiers. Rapport final*, 1^{er} décembre 2014 et l'annexe 4 *Examen du régime suisse too big to fail en comparaison internationale. Bases de l'examen prévu par l'art. 52 de la loi sur les banques*, p. 58.

franc, de la faiblesse de la demande internationale et de la volatilité des marchés financiers. Notre monnaie demeure par conséquent nettement surévaluée.

Le secteur financier a lui aussi souffert des effets de la crise récente sur la Suisse et sur le franc. La balance des transactions courantes montre par exemple que les exportations de commissions bancaires ont chuté depuis la crise financière. En effet, toute l'économie helvétique a dû s'adapter aux nouvelles conditions monétaires au niveau international. A la BNS aussi, nous avons axé notre politique monétaire sur cette situation nouvelle et difficile.

La politique monétaire pendant la crise financière et la crise de la dette souveraine en Europe

Mesdames et Messieurs, l'économie suisse subit actuellement des chocs venant de l'étranger. Dans un tel contexte, la BNS vise à atténuer les coûts à court terme, sans compromettre les objectifs de politique monétaire à long terme. Ces dernières années, la politique monétaire a dû réagir aux changements soudains sur les marchés internationaux et aux risques géopolitiques qui menaçaient l'économie réelle et la stabilité des prix à moyen terme en Suisse. Il s'agissait d'ajuster nos réactions afin de réduire les coûts à court terme tout en préservant la stabilité acquise au cours des quarante dernières années de politique monétaire indépendante. Pour relever ces défis, nous avons dû recourir à des instruments non conventionnels dans la mise en œuvre de notre politique monétaire.

Notre politique monétaire actuelle repose sur deux piliers, qui sont conçus de sorte à atténuer les pressions à la hausse sur le franc. Le premier pilier est le taux d'intérêt négatif appliqué aux avoirs en comptes de virement à la BNS. Le second pilier est la disposition de la BNS à intervenir au besoin sur le marché des changes. La Banque nationale suit très attentivement les développements sur ce marché ainsi que les effets qu'ils peuvent avoir sur l'économie suisse.

A l'échelle internationale, les taux d'intérêt ont affiché une tendance à la baisse pendant plus de deux décennies (voir graphique 4). Cette évolution reflète, d'une part, un fléchissement global de l'inflation. D'autre part, les programmes d'assouplissement quantitatif mis en place par diverses banques centrales face à la crise financière ont encore fait baisser les taux d'intérêt, qui sont désormais proches de zéro. Dans un monde financier interconnecté, les taux d'intérêt suisses ne pouvaient pas échapper à cette forte et constante tendance à la baisse. Le niveau généralement très bas des rendements nominaux a réduit l'écart entre les taux suisses et étrangers.

Fin 2014, l'écart entre les taux d'intérêt à court terme sur les actifs en euros et les actifs en francs avait pratiquement disparu. Comme je l'ai exposé précédemment, les taux d'intérêt sont traditionnellement plus bas en Suisse qu'à l'étranger. Toutefois, pendant la crise financière, les taux d'intérêt ont plus fortement fléchi à l'étranger qu'en Suisse. Les taux étant proches de zéro tant en Suisse qu'à l'étranger, les écarts de taux entre les placements en euros et ceux en francs ont fondu.

Cette évolution a provoqué des pressions à la hausse sur le franc. Une réduction de l'écart de taux augmente l'attrait des placements en francs. L'appétit des investisseurs, tant suisses qu'étrangers, s'est accru pour les actifs libellés en francs. Dans un contexte marqué par la crise financière et de la dette et par de grands risques géopolitiques, une réduction de l'écart de taux rend le franc particulièrement attrayant pour les investisseurs.

Il importe cependant de remarquer que la situation actuelle n'est pas comparable à celle qui prévalait en 2011. A l'époque, le franc s'appréciait fortement par rapport à toutes les monnaies, et nous avons réagi en introduisant le cours plancher. Aujourd'hui, la situation se caractérise plutôt par une faiblesse générale de la monnaie unique. Ainsi, l'euro s'est fortement déprécié non seulement face au franc, mais aussi face à d'autres monnaies importantes telles que le dollar des Etats-Unis ou la livre sterling à la fin de 2014 et au début de 2015 (voir graphique 5).

Dans ce nouvel environnement, nous avons introduit le taux d'intérêt négatif pour rétablir en partie les écarts de taux traditionnels entre les placements en euros et les placements en francs. Les conditions monétaires ont été adaptées en raison de la divergence entre la politique monétaire suisse et celles menées à l'étranger. Les taux d'intérêt à court terme étant nuls dans la zone euro, le taux d'intérêt négatif suisse a contribué à rétablir, au moins en partie, l'écart qui existait avant la crise. La baisse des taux d'intérêt en Suisse renchérit les placements en francs par rapport à ceux libellés en monnaies étrangères. Elle réduit ainsi l'attrait relatif du franc et contrebalance les pressions haussières.

Le taux d'intérêt négatif appliqué aux avoirs à vue à la BNS est conçu de sorte à permettre aux taux d'intérêt de jouer à nouveau un rôle important dans la transmission de la politique monétaire. Depuis 2000, la BNS remplit son mandat en matière de stabilité des prix principalement à l'aide d'un instrument: le taux d'intérêt à court terme auquel les banques prêtent et empruntent des liquidités. Le taux d'intérêt négatif appliqué aux avoirs à vue à la BNS se répercute sur les taux d'intérêt appliqués aux différentes échéances. Par le biais des marchés financiers et du secteur bancaire, il agit aussi sur l'ensemble de l'économie. Cette modification globale des rendements des actifs en francs influe sur leur attrait et, en conséquence, sur le cours du franc.

La politique actuelle de taux négatif se distingue des mesures extraordinaires prises par les autorités suisses à la fin des années 1970. A cette époque, des intérêts négatifs étaient directement prélevés sur les dépôts en francs de la clientèle étrangère. De plus, les particuliers et les entreprises établis en Suisse n'avaient pas le droit de vendre des titres suisses à des non-résidents. Ces mesures et restrictions, qui visaient explicitement la clientèle étrangère, ne se sont toutefois pas avérées très efficaces, car il y avait trop de possibilités de les contourner. De plus, elles ont provoqué de grandes distorsions et ont eu un impact négatif sur le positionnement de la Suisse comme centre financier et comme place internationale de gestion de fortune. Le taux d'intérêt négatif que nous appliquons aujourd'hui est plus efficace. Il agit en effet sur les conditions macroéconomiques dans leur ensemble, sans laisser de possibilité de contournement, et il n'entrave pas le libre-échange.

Le taux d'intérêt négatif peut être certes douloureux pour les banques et les investisseurs en général. Mais il constitue une mesure importante qui permet, dans les circonstances actuelles, de garantir à long terme la stabilité macroéconomique. Il rend la détention d'actifs libellés en francs plus chère en comparaison avec d'autres monnaies. Ainsi, il atténue les pressions à la hausse sur le franc et réduit les coûts d'adaptation que l'économie suisse doit supporter. Par conséquent, il soutient aussi le secteur financier. Actuellement, le taux négatif est donc un pilier fondamental de notre politique monétaire. Cependant, il importe de relever qu'il est une réponse à l'environnement international actuel et qu'il ne représente pas un équilibre à long terme.

Défis pour l'avenir et perspectives à long terme

Mesdames et Messieurs, j'en viens maintenant à la fin de mon exposé. A l'avenir, un secteur financier robuste et en état de fonctionner restera essentiel pour la Suisse. En effet, ce secteur apporte une contribution substantielle au PIB et propose des services financiers indispensables à l'économie. Ces prestations doivent aussi être fournies lorsque l'activité économique se contracte ou que des mesures extraordinaires de politique monétaire sont prises. Dès lors, il importe que les banques demeurent résilientes, même dans un contexte difficile.

Il est par ailleurs primordial que le secteur financier s'adapte à l'environnement actuel et qu'il relève les défis auxquels il est confronté. La phase de repli conjoncturel durant la récente crise a été suivie par des transformations du cadre réglementaire. Je pense notamment à Bâle III, aux mesures *too big to fail* destinées aux banques d'importance systémique et au volant anticyclique de fonds propres. Ces transformations sont nécessaires pour augmenter la résilience. Les banques doivent également s'adapter aux nouveaux besoins de la clientèle et à un environnement plus concurrentiel et plus international¹⁰. Ce processus d'ajustement n'est certes pas aisé pour le secteur financier, mais il lui sera bénéfique à long terme.

La BNS doit elle aussi faire face à des défis. La nette surévaluation actuelle du franc entraîne des coûts macroéconomiques en termes de croissance et d'emploi ainsi qu'une inflation négative. Ces coûts doivent être mis en regard des bénéfices à long terme découlant de la stabilité macroéconomique. Il n'en reste pas moins qu'ils imposent à l'économie un douloureux processus d'adaptation. Notre politique monétaire actuelle reflète donc ce contexte économique difficile. Les deux piliers de notre politique – le taux d'intérêt négatif et notre disposition à intervenir au besoin sur le marché des changes – contribuent à réduire la nette surévaluation du franc et à garantir la stabilité des prix à long terme.

Pour finir, j'aimerais souligner une nouvelle fois que le secteur financier et la BNS ont besoin l'un de l'autre pour atteindre leurs objectifs respectifs. D'une part, la BNS agit comme la banque des banques: elle fournit une monnaie stable, des liquidités et un système de paiement

¹⁰ Voir aussi Fondation Genève Place Financière, *Enquête conjoncturelle 2015-2016*, octobre 2015. Ce document énumère les défis auxquels la place financière de Genève est confrontée.

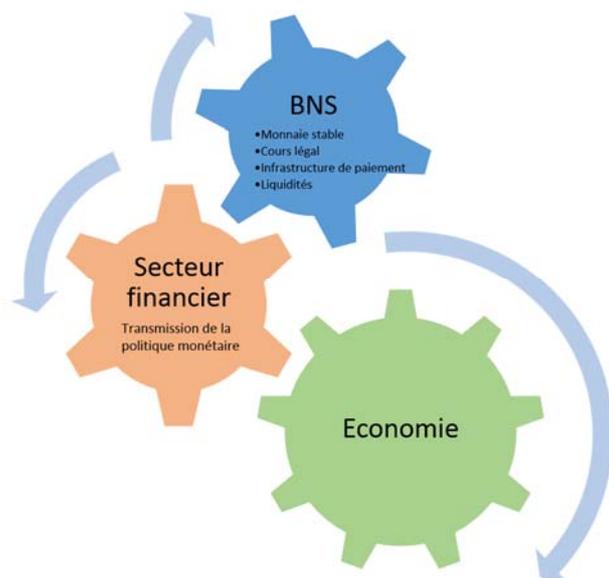
indispensables aux banques. En garantissant la stabilité des prix et en contribuant à la stabilité financière, la BNS concourt à la mise en place de conditions permettant au secteur financier de prospérer. Les banques tirent avantage d'une économie solide et d'une stabilité macroéconomique à long terme. D'autre part, le secteur financier agit comme intermédiaire entre les décisions de politique monétaire et l'ensemble de l'économie. Il contribue à l'efficacité du système économique et à la prospérité de notre pays. La BNS a donc besoin d'un secteur bancaire compétitif et stable pour accomplir son mandat.

En règle générale, les objectifs à long terme de la BNS et ceux du secteur bancaire vont de pair. La stabilité monétaire et un système financier robuste sont dans leur intérêt commun. Ces deux buts représentent des atouts à long terme pour l'ensemble de l'économie et pour la Suisse en général.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.

Graphiques

Graphique 1

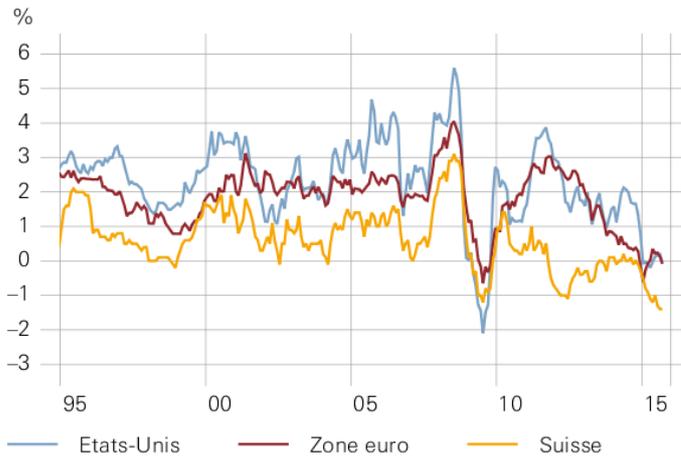


Source: BNS.

Graphique 2

PRIX À LA CONSOMMATION, MONDE

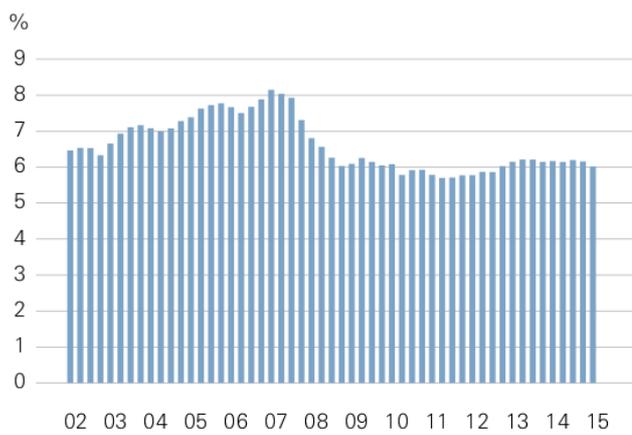
Variation par rapport à l'année précédente



Sources: BNS et Datastream.

Graphique 3

PART DU SECTEUR BANCAIRE DANS LE PIB EN SUISSE

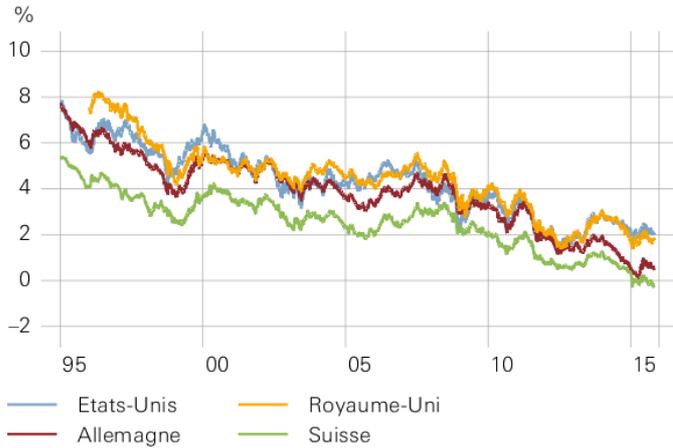


Sources: BNS et SECO.

Graphique 4

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME, MONDE

Titres d'Etat à 10 ans



Sources: BNS et Datastream.

Graphique 5

COURS NOMINAUX DE DIVERSES MONNAIES EN EURO

Indice, début de la période = 100



Sources: Banque des règlements internationaux et BNS.